

**Union européenne - Déclaration de  
la Haute représentante, au nom de  
l'UE, sur la situation au Venezuela -  
Communiqué de presse du Conseil  
de l'Union européenne**

(Luxembourg, 25 octobre 2018)

Lors de la session du Conseil des affaires étrangères tenue le 15 octobre, les ministres de l'UE ont examiné la crise politique, économique et sociale de plus en plus profonde que connaît le Venezuela. Celle-ci a fait payer un lourd tribut à la population du Venezuela et a gravement affecté la stabilité de la région dans son ensemble.

L'UE rappelle et réaffirme sa position, exposée dans les conclusions du Conseil de mai 2018 dans lesquelles le Conseil a appelé le gouvernement vénézuélien à prendre les mesures nécessaires pour rétablir la démocratie, l'état de droit et le respect des droits de l'homme; à rendre à l'assemblée nationale ses pleins pouvoirs constitutionnels; à libérer tous les prisonniers politiques et à respecter et promouvoir les libertés fondamentales. La tenue d'élections libres, crédibles et transparentes dans le plein respect de la constitution demeure essentielle.

Compte tenu des développements récents, l'UE réitère l'appel qu'elle a adressé au gouvernement pour qu'il respecte l'immunité des membres de l'assemblée nationale et la liberté de la presse. L'UE préconise également qu'une enquête approfondie, indépendante et impartiale soit menée pour faire la lumière sur les circonstances de la mort tragique du conseiller municipal Alban. Il est du devoir de l'Etat de veiller à la sécurité et au bien-être de toutes les personnes qu'il détient.

En ce qui concerne le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, l'UE appelle le gouvernement vénézuélien à coopérer de manière constructive avec le Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme.

L'UE reste convaincue que la solution à la crise actuelle ne peut être que démocratique, politique et pacifique, et elle rejette toute initiative susceptible de menacer davantage la sécurité régionale. Par conséquent, l'UE souligne qu'elle est déterminée à employer tous les instruments d'action dont elle dispose pour aider à parvenir à une telle solution, ainsi qu'à étudier, en coopération avec d'autres partenaires internationaux et régionaux, les moyens de contribuer à créer les conditions requises pour faire émerger un processus politique constructif visant à trouver une issue pacifique à la crise actuelle.

L'UE réaffirme sa détermination à continuer de suivre de près l'évolution de la situation sur le terrain et se tient prête à réagir à toute nouvelle érosion des institutions démocratiques, de l'état de droit et des droits de l'Homme.

L'UE et ses Etats membres intensifieront leur soutien aux efforts nationaux, régionaux et multilatéraux visant à atténuer les effets de la crise migratoire ainsi qu'à subvenir aux besoins les plus urgents de la population à l'intérieur du pays. Il convient de soutenir les pays de la région et leurs citoyens dans cette situation difficile. Cette crise régionale exige des réponses régionales et mondiales concertées. À cet égard, l'UE se félicite de la nomination de M. Eduardo Stein au poste de représentant spécial conjoint du HCR et de l'OIM pour les réfugiés et migrants vénézuéliens.

L'UE appelle le gouvernement vénézuélien à agir concrètement pour atténuer les effets de la crise, notamment en facilitant la coopération extérieure visant à subvenir aux besoins les plus urgents de la population./.